



## NOTE AUX ORGANISATIONS

Objet : Intersyndicale Fonction publique du 19 décembre 2017.

Chères Camarades,  
Chers Camarades,

Comme prévu, une nouvelle réunion intersyndicale des trois versants de la Fonction publique s'est tenue hier après-midi dans les locaux de la FHFP.

Toutes les organisations syndicales étaient présentes, sauf FO. Cette dernière, qui avait déjà décliné la rencontre du 28 novembre (voir notre précédente note), a mis en avant de supposés désaccords revendicatifs pour ne pas venir. En fait, FO ne souhaite plus avoir de contacts avec l'UNSA et la CFDT.

D'emblée, en conformité avec les mandats renouvelés de nos organisations dirigeantes, la CGT a exposé ses analyses et ses mandats, de manière sereine mais ferme.

En l'absence de réponses (et avec même de nouveaux éléments négatifs qui viennent se rajouter, CAP 22 par exemple) aux revendications portées le 10 octobre, notre délégation a réaffirmé la nécessité d'une nouvelle journée de grève et de manifestations pour obtenir des avancées par l'élévation du rapport de forces. Compte tenu du moment du calendrier où nous en sommes rendus (veille de la trêve des confiseurs avec vacances jusqu'au 8 janvier 2018, puis nouveaux congés scolaires du 10 février au début mars), nous avons avancé que cette journée devrait intervenir dans le courant de la seconde quinzaine du mois de mars.

Pour éviter une longue période sans mobilisation, nous avons porté d'autres propositions d'actions pour le début de l'année 2018.

- 1- Une pétition nationale sur pouvoir d'achat, carrières, emplois et missions publiques à faire signer (également et surtout sur support papier) à partir du mois de janvier. Une première remise aux ministres pourrait être envisagée en février, soutenue par des initiatives type rassemblements.
- 2- A l'occasion de la fin du « plan Sauvadet » (mars 2018), des initiatives contre la précarité et pour la titularisation, peut-être au mois de février.
- 3- Le soutien et l'appel aux mobilisations sectorielles en soulignant la nécessité de poser l'enjeu de leur convergence.

Nous avons souligné que si, attachés à l'unité la plus large, nous faisons ces propositions à l'ensemble des OS, nous prendrions nos responsabilités quel que soit l'axe unitaire considérant que rien ne saurait justifier l'immobilisme.

A partir de là, la FSU a confirmé que son mandat était assez similaire au nôtre même si, à ce stade, elle ne se prononçait pas de manière définitive sur les modalités d'actions de la journée de mars.

Solidaires, qui n'avait toujours pas de mandat, a cependant tenu un discours proche du nôtre qui semble indiquer que cette organisation rejoindra nos propositions.

Malgré des atermoiements, dus sans doute à sa volonté de préserver une unité quasi unanime, la FAFP pourrait, au bout du compte, faire sien le schéma que nous indiquons.

Même si elles n'avaient pas davantage de mandat explicite à l'occasion de la réunion d'hier, la CGC et la CFTC tenaient un discours très véhément que, sous certains aspects, nous ne démentirions pas. Ces deux organisations se sont en tout cas montrées réceptives à nos propositions.

L'UNSA, même si elle critique nettement la politique gouvernementale, est, elle en retrait sur des perspectives d'action. Elle considère que les agents étant, d'après elle, difficiles à mobiliser, il ne faut pas se rater et, du coup, considère qu'il est prématuré de mettre des journées d'action dans le paysage.

Quant à la CFDT, elle a campé sur des positions assez « nuancées » sur la politique gouvernementale, insistant sur le caractère positif – à ses yeux – de la nomination du Secrétaire d'Etat et des inflexions de ses discours, qu'elle est à peu près seule à entendre. Bref, elle a écarté toute perspective de mobilisation.

Par ailleurs, ne reculant devant aucun sacrifice, nous avons joint FO par téléphone la veille. Même si nous ne pouvons partager une stratégie qui consiste, à priori, de refuser tout contact avec certaines OS, l'échange s'est révélé assez positif. Sur les perspectives que nous mettons en avant, dès lors que la CFDT et l'UNSA n'en seraient pas (hypothèse donc assez vraisemblable), FO serait certainement partante.

Une nouvelle rencontre doit avoir lieu à Solidaires le lundi 22 janvier après-midi car toutes les organisations syndicales auront tenu leurs organismes dirigeants de début d'année et auront donc un mandat ferme et définitif autour de nos propositions.

D'ici là, la FSU doit adresser un projet de courrier unitaire aux ministres sur les non-titulaires.

On le voit : une situation complexe et délicate, mais loin d'être entièrement négative. En revendiquant le juste équilibre dans la recherche de l'unité la plus large et la nécessité d'élever le rapport de forces, la CGT joue un rôle central et juste.

Nous devons persévérer.

D'ailleurs, d'ici à la nouvelle réunion du 22 janvier, nous envisageons d'adresser à toutes les OS (y compris FO évidemment) des projets de textes pouvant servir de premiers supports pour rendre publiques nos initiatives dès le 23 janvier 2018.

En tout état de cause, il est impératif que nos militantes et militants s'emparent d'ores et déjà en interne de nos perspectives de mobilisation et que, début janvier, elles circulent dans nos réseaux.

En attendant, bonnes fêtes et bons congés à toutes et à tous.

En attendant, la CGT Fonction publique travaille également pour le début d'année à des initiatives pour le respect du droit syndical, l'arrêt des discriminations et pour notre conception du fonctionnaire citoyen et non sujet.